



Niels Marquardt fait couler beaucoup d'encre à Madagascar. Actuellement âgé de 57 ans, il n'a pas suivi d'école de diplomatie, à proprement parlé, mais il est spécialisé dans le management international. De 1981 à 1998, il a été responsable des affaires ECONOMIQUES dans plusieurs ambassades américaines (Thaïlande, République du Congo, France, Allemagne). Il a accédé au rang d'ambassadeur sous l'administration George W. Bush. En Guinée équatoriale (2004-2006), au Cameroun (2004-2008) et finalement à Madagascar et aux Comores (poste commun). En fait, cela ne fait que 7 ans qu'il profite du statut d'ambassadeur pour mener une politique d'intéressement pur et simple.

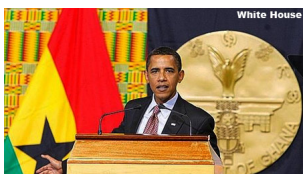


Palais d'Ambohitsorohitra, le 20 janvier 2009. De gauche à droite : Marc Ravalomanana, Niels Marquardt et le Général William E. Ward, Commander of U.S. Africa Command

C'est donc sous l'administration très controversée de George W. Bush, « Past President », que Niels Marquardt a entamé son rôle « d'ambassadeur ». Par définition, ce poste sert à mettre en application la politique extérieure du pays qu'il représente. Il ne s'agit pas de créer une polémique mais de comprendre si, dans ses agissements paradoxaux depuis son arrivée dans la Grande île, Niels Marquardt possède la même vision que le nouveau Président Barack Obama à propos de l'Afrique ? Rien n'est mieux que de vous faire lire ce que celui-ci a déclaré à Accra (Ghana), en juillet 2009 :



« (...) Je ne vois pas les pays et les peuples d'Afrique comme un monde à part ; je vois l'Afrique comme une partie fondamentale de notre monde interconnecté... comme des partenaires au nom du futur que nous voulons pour tous nos enfants. Ce partenariat doit être fondé sur une responsabilité et un respect mutuels. Et c'est de cela que je veux parler avec vous aujourd'hui. Nous devons partir d'un postulat simple : l'avenir de l'Afrique est entre les mains des Africains. Je le dis en toute s du passé tragique qui a souvent hanté cette partie du monde. Après tout, j'ai le sang de l'Afrique dans mes veines, et l'histoire même de ma famille témoigne des tragédies et des triomphes de l'histoire de l'Afrique (...). « Comme je l'ai dit au Caire, chaque nation accouche de la démocratie de sa manière à elle, et en conformité avec ses propres traditions. Mais l'Histoire présente un verdict clair : les gouvernements qui respectent la volonté de leur propre peuple, qui gouvernent par le consentement et non la coercition, sont plus prospères, sont plus stables et réalisent plus de succès que les gouvernements qui ne le font pas. Tenir des élections ne suffit pas. Il s'agit aussi de ce qui arrive entre les élections. La répression peut prendre plusieurs formes, et de nombreuses nations, y compris celles qui tiennent des élections, font face à des problèmes qui condamnent leurs peuples à la pauvreté. Un pays ne peut créer de richesse si ses leaders exploitent l'économie pour s'enrichir eux-mêmes, ou si la police peut être achetée par des trafiquants de drogue. Personne ne veut investi dans un pays où le gouvernement accapare des commissions de 20%... ou où la direction de l'autorité portuaire est corrompue. Personne ne veut vivre dans une société où la règle de droit cède la place à la règle de brutalité et au gangstérisme. Cela n'est pas de la démocratie, c'est de la tyrannie, y compris même si vous y mettez une élection. Et aujourd'hui, il est temps que ce style de gouvernance s'arrête (...).



« A travers l'Afrique, nous avons vu des exemples innombrables de personnes prenant leur destinée en main et qui sont acteurs d'un changement qui va du bas vers le haut (...). Il ne faut pas se méprendre : l'Histoire est du côté de ces braves Africains, et non pas du côté de ceux qui utilisent les coups d'Etat et les changements de constitution pour rester au pouvoir. L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, elle a besoin d'institutions fortes. Cela dit, l'Amérique ne cherchera pas à imposer un système de gouvernement à une autre nation. La vérité essentielle de la démocratie est que chaque nation détermine son propre destin. Mais ce que l'Amérique fera, c'est augmenter l'assistance aux individus et aux institutions responsables, qui agissent pour la bonne gouvernance, pour des parlements qui signalent les abus de pouvoir et s'assurent que les voix de l'opposition sont entendues, pour la règle de droit, qui assure le caractère équitable de la justice, pour la participation civique, qui pousse le peuple à s'impliquer, sur des solutions concrètes à la corruption comme l'expertise des fraudes et les services automatisés, le renforcement des centres d'appel, la protection des arbitres permettant l'avancement de la transparence et de la responsabilité.

Niels Marquardt défie-t-il Barack Obama ?

Jeudi, 21 Janvier 2010 10:36 - Mis à jour Vendredi, 22 Janvier 2010 05:41





Dossier de Jean-François AMBAZAFY véritablement l'AGOA initié par George W. Bush ?